

Demande d'expertise pour projet important

Ce document est un modèle de délibération du CSE sollicitant le recours à l'expertise dans le cadre d'un projet important modifiant les conditions de travail.

*Il convient aux représentant-es du personnel **d'adapter** et de **compléter** ce modèle en fonction du **contexte** et des **particularités** du vote et du projet.*

Il est fortement recommandé de contacter le cabinet au préalable du vote de l'expertise afin de vérifier ses disponibilités et d'étayer la délibération en collaboration avec les intervenant-es.

Cette délibération devra être votée en séance et adoptée à la majorité des membres afin de déclencher l'expertise.

Délibération du CSE de [Nom de l'établissement]

I. Motivation de l'expertise

Les élu-es du CSE de [Nom de l'établissement] sont confronté-es à un projet important [Nom du projet] entraînant de multiples modifications des conditions de travail des salarié-es. [Si le CSE n'est pas consulté sur le projet, précisez-le].

En effet, le CSE constate :

- [Listez les éléments permettant de caractériser le changement engendré par le projet : description rapide du projet, nature des changements, périmètres concernés, etc.]

Ainsi, il est d'ores et déjà possible de constater qu'il s'agit manifestement d'un projet important au sens de l'article L2312-8 du Code du travail.

En effet, les mesures envisagées emportent modification de l'organisation telle qu'elle aura à coup sûr des impacts sur la santé et les conditions de travail des salarié-es. Le CSE craint notamment, suite à la mise en place du projet, la survenue :

- [Identifiez les risques des répercussions sur la santé, sécurité et les conditions de travail des salarié-es et précisez les effectifs-postes-services-établissements les postes concernés par les risques identifiés.]
- [Si le périmètre fait d'ores et déjà état de situations de travail dégradées et de souffrance au travail, le mentionner et préciser en quoi le projet risque d'aggraver la situation.]
- [Si vous avez déjà été confronté à un projet similaire ou si un projet comparable est porté à votre connaissance, listez les impacts que ce dernier a eu sur la santé, sécurité et sur les conditions de travail des salarié-es.]

C'est dans ce contexte, que conformément à l'article L2315-94 du Code du travail, le CSE de [Nom de l'établissement] décide de recourir à un expert habilité afin de l'aider à appréhender et évaluer les risques inhérents au projet mentionné. Le périmètre de l'expertise concerne [précisez le périmètre de l'expertise].

II. Le choix de l'expert

Pour cette mission, le CSE de [Nom de l'établissement] désigne le cabinet Socio-Scop, habilité pour réaliser des expertises auprès des CSE : Socio-Scop, 9 rue des Gestes – 31 000 Toulouse

III. Le cahier des charges de la mission d'expertise

Le cabinet mandaté réalisera l'expertise en ayant pour objectif : [Modifiez ou complétez en fonction des objectifs fixés :

- D'analyser le projet dans sa conception, son élaboration, sa formalisation et d'étudier le contexte stratégique dans lequel il s'inscrit ;

- D'analyser les situations de travail et la charge de travail avant et après le projet susmentionné et d'identifier les risques professionnels afférents à sa mise en place ;
- D'aider le CSE à formuler des recommandations de prévention sur les risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail.]

Les élu·es du CSE de [Nom de l'établissement] souhaitent que le cabinet mandaté porte une attention particulière à l'analyse de :

- [Précisez les points importants que vous souhaitez voir analysés]

Les conclusions des travaux menés seront restituées dans un premier temps en CSE puis dans un second temps à l'ensemble des salarié·es concerné·es par le projet.

IV. La désignation des mandaté·es

Nous donnons mandat à [Prénom, Nom], [Secrétaire du CSE, et/ou autre membre élu·e du CSE] pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de cette résolution, notamment contacter le cabinet mandaté et, si nécessaire, engager toutes les procédures administratives et judiciaires requises pour défendre les intérêts du CSE.

Dates :

Résultats du vote :

- Pour :
- Contre :
- Absentions :